

TRÈS PROCHE DE AMMAR SAÂDANI

La chute du député Tliba

Hier porté aux nues et estimé aux limites de l'idolâtrie par ses pairs de l'hémicycle parlementaire, voire au-delà, le député milliardaire Baha Eddine Tliba est devenu, comme par un tour de magie, «indésirable», «pestiféré».

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Ce député, élu en mai 2012 sur une liste d'un parti microscopique à Annaba avant de rallier le vieux front du pouvoir et s'y frayer une place de choix, jusqu'à se voir confier une des vice-présidences de l'APN, a, en un laps de temps court, pu s'imposer comme un des personnages incontournables du FLN, voire même de la périphérie du sérail, certains ministres se prévalant même de son soutien ou de sa caution.

Et l'avènement de Ammar Saâdani à la tête de l'ex-parti unique n'a fait que conforter davantage ce sulfureux personnage que le petit peuple connaît et reconnaît plus que grand nombre de membres de l'équipage à Sellal, non pas que par sa physionomie qui sort de l'ordinaire pour un homme public comme lui.

Sauf que la «démission» de l'ex-président de l'APN de la tête du FLN semble révéler, chaque jour un peu plus, ses tentacules. C'est que le jeune homme d'affaires se sent de plus en plus isolé, voire «lâché» au point que ses pairs de l'Assemblée n'ont pas hésité, dimanche dernier, à quitter la plénière juste au moment où il entamait son intervention autour du projet de loi fixant les hautes responsabilités de l'État ainsi que les fonctions politiques interdites aux binationaux. Hier encore, il était pratiquement sur toutes les lèvres, pas que de ses camarades partisans, mais également sur celles des ses collègues, notamment du RND.

Il est reproché à Tliba son «forcing» pour annuler la tant controversée prime de départ des députés, pour, selon lui, «participer à la politique d'austérité»



Baha Eddine Tliba.

adoptée par les pouvoirs publics à l'effet de faire face à la grave crise financière du pays. Surtout que ces députés s'approprient, aujourd'hui même, à avaliser un projet de loi de finances pour l'année 2017 à très forte empreinte

d'austérité puisque consacrant une cascade de hausses de taxes, de création d'autres qui se répercuteront inévitablement sur le pouvoir d'achat des citoyens.

Et d'aucuns parmi ces députés n'ont pas hésité à lui signifier qu'il

devait montrer la voie, lui le milliardaire «soudainement soucieux du sort des petites gens». Puisque pouvant facilement faire don de la totalité de la prime de départ de l'ensemble des députés. C'est de la pure diversion dans l'optique d'un repositionnement vu qu'il a perdu le soutien de son mentor», commente un député du FLN.

Aussi, et si cela s'avérait, le sulfureux député ne serait pas surtout dans les grâces de l'actuel secrétaire général du FLN. Djamel Ould-Abbès aurait, en effet, exigé des députés du parti voulant postuler pour un autre mandat à l'occasion des prochaines élections législatives, d'être élus auparavant sur une liste du parti. Ce qui n'est pas le cas de Tliba, élu en mai 2012, faut-il le rappeler, sur la liste d'un de ces micropartis avant de migrer vers le FLN et s'y imposer, non par la force d'un quelconque parcours militant mais par celle de l'argent qui ne lui manque pas.

M. K.

PRIME DE FIN DE MANDAT

Les députés ne toucheront «que» 130 millions

Enfin, les députés ne toucheront probablement que la moitié de la tant controversée prime de départ de l'hémicycle parlementaire en mai prochain après une vague de «diversion» et surtout d'hypocrisie» ayant entouré cette problématique.

C'est ce que vient de décider le groupe parlementaire du FLN, majoritaire à l'APN, qui, dans un communiqué rendu public, hier lundi, a fait part de sa décision de diviser par deux la fameuse prime en «signe de solidarité en cette situation de crise économique qu'endure le pays», invitant le bureau de l'Assemblée à «inclure cette demande dans ses délibérations dans l'élaboration du budget de l'Assemblée».

Ceci dit, et si, officiellement, les directions des deux partis pivots du pouvoir, le FLN et le RND, ont clairement signifié leur refus de cette prime, comme pour être au diapason de l'option de l'austérité adoptée par les pouvoirs publics pour faire face à la grave crise financière induite par le rétrécissement des revenus pétroliers, ce n'est pas le cas de leurs «bases» parlementaires, visiblement outrées par cette décision «unilatérale» prise sans leur consentement.

Et les concernés, notamment ceux du parti majoritaire, ont clairement signifié leur courroux, en s'absentant en grand nombre, hier et avant-hier, aux plénières consacrées aux débats autour du projet de loi fixant les hautes responsabilités de l'État ainsi que les fonctions politiques interdites aux binationaux et celui relatif à l'état civil. Plus que cela, ceux qui ont daigné se présenter à l'hémicycle parlementaire ont quitté, dimanche, la plénière au moment où Baha Eddine Tliba, vice-président de l'Assemblée, prenait la parole. Une sorte de «réplique» à leur collègue auquel il est reproché d'être l'«instigateur» de la proposition d'annulation de la fameuse prime de départ au nom de la «nécessité de participer à l'effort de l'austérité prôné par les pouvoirs publics et auquel les députés ne devaient surtout pas se soustraire». Et ce, avant que l'on décide, au sein du groupe parlementaire, de couper la poire en deux,

en concédant la moitié de cette prime. Et ces députés du FLN et leurs collègues du RND étaient dans les travées de l'hémicycle parlementaire à la quête de la moindre information à ce sujet.

Alors que le secrétaire général du RND avait signifié, samedi dernier, son opposition à cette prime, soutenant à Djelfa que «si cela ne tient qu'à son groupe parlementaire, le RND sera le premier à applaudir la suppression de cette prime», les députés du parti sont contre, même s'ils prennent le

minutieux soin de ne pas le signifier publiquement.

Mais il est de ces «détails» qui trompent puisque au moment où un député, qui est également un membre des plus en vue du parti, nous signifiait toute «l'hypocrisie» qui entoure ce sujet, comme pour mieux désigner à la «vindicta populaire, une institution législative, donc élue par le peuple», des collègues accourent vers lui pour crier leur «désapprobation» de l'éventuelle annulation de cette prime. «Que si Tliba veuille

engager l'institution parlementaire dans l'option parlementaire, qu'il donne d'abord lui-même l'exemple, puisque milliardaire qu'il est, la somme totale de cette prime ne représenterait que des miettes pour lui», commente, coléreux, un député du FLN qui dit «sentir l'odeur de la diversion» dans cette cabale montée contre l'institution parlementaire que «l'on veuille à tout prix discrediter davantage, à quelques semaines des prochaines législatives».

M. K.

APN

La loi de finances pour 2017 votée aujourd'hui

La loi de finances sera votée aujourd'hui par l'Assemblée populaire nationale (APN), presque telle qu'elle a été présentée par le gouvernement. Avec des améliorations soignant la forme mais, aucun amendement majeur modifiant le fond.

Les députés voteront aujourd'hui la loi de finances pour 2017. Des amendements introduits après les débats en plénières tenus la semaine dernière, la Commission des finances de la Chambre basse du Parlement n'a retenu que des améliorations soignant la forme. Le texte sera ainsi adopté presque dans sa mouture initiale présentée par le gouvernement. Il est vrai que la copie soumise au débat en plénière par la Commission des finances ne suggérait pas des changements significatifs. La Commission ne l'a pas suffisamment étudiée, avait affirmé au *Soir d'Algérie*, en marge des plénières, la députée du Front des forces socialistes (FFS) et membre de la Commission des finances de l'Assemblée populaire nationale, Hayet Tayati Meziane. «Nous exerçons à l'APN plutôt un contrôle de façade», avait-elle regretté.

En tout cas, les députés n'ont pas fait mieux, leurs interventions lors des débats

étaient aussi bien lénifiantes pour ceux des partis au pouvoir qu'inutiles pour ceux qui se réclament de l'opposition. Le ministre des Finances Hadji Baba Ammi n'a, en effet, pas eu de mal à défendre les choix du gouvernement aussi bien en matière de financement du budget de l'Etat et des impôts à lever qu'en matière de dépenses publiques. Certes, la loi du nombre conforte le gouvernement mais, c'est surtout l'indigence de l'opposition et son manque d'idées alternatives qui renforcent ses choix.

A l'idée de financer le budget de 2017 en recouvrant 7 000 milliards de DA d'impôts impayés proposée par le Parti des travailleurs (PT), le ministre Baba Ammi a répondu par une cinglante mise au point : «5 000 sur les 7000 milliards d'impôts impayés sont dus par des banques en liquidation, Khalifa Bank et la Banque commerciale et industrielle d'Algérie (BCIA). Le reste représente le cumul des impayés sur les activités de petits commerçants et autres petites et très petites entreprises disparues de la scène économique.» Irrécupérables, en somme. Le reste des interventions était une langue de bois de circonstance : «L'augmentation des impôts va affaiblir le pouvoir d'achat des couches les plus défavorisées ou encore, les Algériens doivent être compréhensifs dans cette conjoncture difficile marquée par la baisse des prix du

pétrole et donc des recettes des exportations.» Sinon, ce sont des numéros joués par des députés en mal de visibilité ou d'accès à la rente et autres courtisans des confectionneurs des listes électorales en prévision des législatives de 2017. Du verbiage qui n'apporte pas de solutions concrètes et qui met le gouvernement en maître absolu des choix économiques du pays.

Il convient enfin de rappeler que les dépenses publiques prévues au titre du projet de loi de finances pour 2017 sont de 6883 milliards de DA, soit 7% de moins comparativement à 2016. Globalement, le gouvernement a limité l'épargne budgétaire – le prix fiscal du baril du pétrole est hissé de 37 à 50 dollars –, pour pouvoir maintenir l'effort de subvention des produits de large consommation, de l'énergie et des services publics.

Le projet de loi prévoit de réduire le budget d'équipement de 8,4% et d'augmenter celui de fonctionnement de 2% comparativement à 2016. Le budget de fonctionnement passe ainsi de 4 500 à 4 591 milliards de DA dont la masse salariale des fonctionnaires représente 2 172 milliards de DA (2232 milliards en 2016, soit -60 milliards de DA) et les transferts sociaux 1630 milliards de DA.

L. H.